

Peur et confusion à Bujumbura

Tentative de coup d'état, mercredi, au Burundi.

À Bujumbura, la capitale, les habitants se terrent chez eux. La confusion est totale.

J eudi, au lendemain de l'annonce de la destitution du président burundais Pierre Nkurunziza, les habitants de Bujumbura se terraient chez eux, entre peur et confusion. Plus personne ne savait dire qui, des militaires putschistes ou des loyalistes, allaient l'emporter. Grosses tensions dans les rues...

«*La police m'a vu et m'a tiré dessus*», raconte Onasphore Ndayishimiye, un des rares à avoir osé sortir de chez lui jeudi matin pour aller travailler. *J'ai levé les mains en l'air et j'ai plongé à terre.* »

Encore sous le choc, il dit ignorer à quel camp appartenaient ses agresseurs et pourquoi ils l'ont visé. Ngugusony Buyenzi, un mécanicien de 26 ans, témoigne, lui, d'une «*nuît épouvantable*» durant laquelle la police et les miliciens au service du pouvoir auraient terrorisé les quartiers du centre-ville. Selon lui, des Imbonerakure - une milice pro-présidentielle

constituée de jeunes - ont fait feu sur des gens, blessant l'un de ses amis. «*J'ai peur qu'ils ne reviennent ce soir*», redoute le jeune mécanicien, alors que des coups de feu retentissent au loin dans les rues désertes.

Une atmosphère bien différente de mercredi, où des milliers d'habitants étaient descendus dans la rue en chantant pour célébrer un coup d'État lancé par l'armée burundaise. Son ancien chef des services de renseignement avait annoncé en début d'après-midi la destitution du président Nkurunziza. Absent du pays, ce dernier était en Tanzanie pour un sommet consacré à... la crise au Burundi. Il serait de retour depuis hier soir, selon la présidence.

Jeudi, l'issue de cette tentative de coup d'État semblait toutefois encore incertaine. Bien que les putschistes, menés par le général Godefroid Niyombare, ex-

compagnon d'armes du président, assuraient contrôler «*pratiquement toute la ville*», il était impossible de dire qui détenait le pouvoir.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, les deux camps ont ainsi réaffirmé leurs positions, le chef d'État major Prime Niyongabo revendiquant le contrôle de la «*présidence*» et le porte-parole des putschistes, Vénon Ndabaneze, celui de l'aéroport.

Les médias en 1^{er} ligne

Preuve de l'importance du contrôle de la communication, les médias burundais sont au cœur d'une guerre d'influence entre les deux camps. Dans la nuit de mercredi à jeudi, deux des trois principales radios privées du pays et la principale télévision indépendante, Télé Renaissance, auraient été attaquées, pillées et brûlées.

Par la suite, c'est la radio nationale burundaise qui n'a plus émis suite à un assaut des putschistes.

Ceux-ci voulaient en prendre le contrôle, jusque-là détenu par des troupes loyales au président Nkurunziza. En fin d'après-midi, ces derniers résistaient toujours.

Le matin, juste avant l'aube, les tirs sporadiques entendus durant la nuit s'étaient intensifiés. Et alors que le soleil se levait, des panaches de fumée noire serpentaient dans le ciel, visiblement en provenance de bâtiments situés sur le port.

Des coups de feu à proximité des hôtels du centre convainquaient alors les visiteurs de se mettre à l'abri, tandis que seule une poignée de civils osaient s'aventurer à l'extérieur. Les rues étaient bloquées, soit par des hommes armés en uniforme, soit par des piles de pneus en flammes. ■

Où est passé le président ?

Selon certaines sources, le président burundais Pierre Nkurunziza se trouverait toujours à Dar es Salaam, en Tanzanie. Il aurait dû y assister à un sommet consacré à la crise

déclenchée dans son pays par sa candidature à un 3^e mandat présidentiel.

Mercredi, en fin d'après-midi, la présidence tanzanienne avait pourtant affirmé son départ vers le Burundi. Un

retour très vite compromis : en début de soirée, l'aéroport international de la capitale burundaise était fermé, ainsi que les frontières terrestres, sur ordre du général putschiste Niyombare.

Belgique : «Nous avons été dairs»

L'attitude du gouvernement belge, dont celle du ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, a été prise sous le feu des critiques d'une partie de l'opposition.

Plusieurs députés ont reproché au ministre de ne pas avoir

condamné clairement le projet du président sortant Nkurunziza de briguer un troisième mandat, contrairement au prescrit des accords d'Arusha.

«*Ce n'est pas le moment, alors que le Burundi est en feu, de jouer aux petits jeux politiques belges, a*

rétorqué Alexander De Croo, ministre de la Coopération. *Notre pays a été particulièrement clair les mois passés.*»

Et d'ajouter : «*Nous avons évidemment pris acte du fait que la Cour constitutionnelle était mise sous pression et de l'escalade de la*

violence. Cela, nous l'avons aussi condamné, comme nous l'avions déjà fait, en insistant sur les accords d'Arusha.» ■

REPÈRES

Suite à Arusha Elu une première fois par le Parlement en 2005 dans le cadre d'un mécanisme de sortie de la guerre civile (1993-2006) prévu par les accords d'Arusha (2000), Pierre Nkurunziza l'a été une 2e fois lors d'élections en 2010.

Désigné candidat Pierre Nkurunziza ne pouvait se représenter pour un 3^e mandat. Mais le 25 avril, il est désigné par son parti, le Cnodd-
RDP, candidat à la

RDP, candidat à la présidentielle du 26 juin.

Premiers morts Dès le 26 avril, des milliers de manifestants se réunissent, bravant l'interdiction du gouvernement. Trois personnes sont tuées dans des affrontements et deux dans des descentes nocturnes.

Des civils traqués Le 27 avril, le chef de la principale organisation des droits de l'Homme, Pierre-Claver Mbonimpa, est arrêté et détenu pendant 30 h. Un mandat d'arrêt est aussi émis

contre le principal organisateur de la campagne anti-présidentielle. Les autorités ferment la très populaire radio indépendante RPA.

Candidature validée Le 5 mai, la Cour constitutionnelle valide, sans surprise, la candidature de Nkurunziza. L'arrêt est signé par six de ses sept juges, son vice-président ayant préféré fuir au Rwanda voisin plutôt que de cautionner une décision arrachée, selon lui, sous des «menaces de mort».

Stop à la contestation Le

9 mai, les autorités somment les manifestants de cesser «immédiatement» et «sans condition» la contestation. Le lendemain, les opposants refusent de se plier à l'injonction des autorités.

Report des élections Le 11 mai, l'Union européenne, les États-Unis et la Suisse demandent un report des élections. La Belgique, ex-puissance coloniale, les Pays-Bas et la Suisse suspendent leur aide électorale. Le président se dit hostile à ce report

«La police m'a vu et m'a tiré dessus. J'ai levé les mains en l'air et j'ai plongé à terre.»

Onasphore NDAYISHIMIYE

3 Pour la première fois depuis mercredi, des morts ont été constatés : trois cadavres de militaires.

Coup d'État au Burundi : l'armée tente de destituer le président